Publié le 13 août 2024



ID: 066-216600163-20240717-8_AP_2024_1-AR



DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ORIENTALES ARRONDISSEMENT DE CERET

ARRETE DU MAIRE N° 8/AP/2024

Création d'espaces sans tabac - Plage Centrale et groupe scolaire Aristide Maillol

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-22 et L. 2122-23;

Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L. 3511-7 et R. 3511-1;

Vu le Code pénal et notamment ses articles 131-12, 131-13, R. 610-5 et R.634-2;

Vu la délibération n° 16/mars/2024 du 7 mars 2023 portant Convention de partenariat avec l'éco-organisme Alcome – « Commune vitrine zéro mégot » ;

Vu la délibération n° 34/avri/2022 du 11 avril 2022 relative au contrat-type entre l'écoorganisme ALCOME® et la ville de Banyuls-sur-Mer, chargée d'assurer la salubrité publique :

Vu l'arrêté n°6/AP/2024 du 17 juillet 2024 portant interdiction de jeter des mégots de cigarette sur la voie publique ;

Considérant qu'il appartient au maire de prendre toute mesure préventive en cas de pollution prévisible des zones de baignades afin d'assurer la surveillance sanitaire et la protection de la qualité des eaux de baignade;

Considérant que la préservation de la santé publique commande de réduire l'initiation au tabagisme des jeunes, d'éliminer l'exposition au tabagisme passif, notamment celle des enfants et de promouvoir l'exemplarité par la mise en place d'espaces conviviaux et sains ; Considérant le partenariat de la Ville avec l'éco-organisme ALCOME pour la lutte contre les mégots mal jetés ;

Considérant que la Ville a engagé une démarche de partenariat avec la Ligue contre le cancer;

Considérant que la Ville souhaite anticiper l'évolution de la réglementation nationale, qui prévoira l'interdiction de fumer dans les parcs, les abords des écoles et les plages ;

Considérant le défi de territoire n°2 « Une ville qui préserve son territoire en synergie avec la biodiversité » ;

ARRETE

Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.



ID: 066-216600163-20240717-8 AP 2024 1-AR

Article 1 : Les lieux ci-dessous sont considérés comme des « Espaces sans tabac » :

- La portion de la plage Centrale située entre l'embouchure de la rivière La Baillaury jusqu'à l'anse de l'Île Petite;
- La portion de trottoir et de route située entre les portails de l'école maternelle et de l'école primaire du groupe scolaire Aristide Maillol.

Plage centrale



Groupe scolaire Maillol



Article 2: Dans ces lieux, il est interdit de fumer quel que soit le dispositif utilisé (cigarette, cigarette électronique, cigare, narguilé, ...etc).

Article 3: Une signalisation « Espace sans tabac » est mise en place sur ces lieux par les services municipaux.

Article 4 : Sur la plage Centrale, les baigneurs et autres usagers sont tenus de se conformer aux injonctions des surveillants habilités concernant l'interdiction mentionnée à l'article 2.

Article 5: Il est rappelé qu'est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe le fait de jeter des mégots ou produits liés à la consommation de tabac, dans un lieu public, à l'exception des emplacements, conteneurs, poubelles ou bennes adaptés.

Article 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procèsverbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7: Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Port-Vendres/Banyuls-sur-Mer et Monsieur le responsable de la Police Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Banyuls-sur-Mer, le 17/07/2024



Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.